



Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne »

Résultat 2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de Gestion des Risques de Catastrophes afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux

Rapport d'activité
Juillet 2020 à juin 2021



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA



© Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

Banque mondiale – 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne », mis en œuvre dans le cadre du Programme de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative de l'OEACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OEACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'OEACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2021 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Websiteprojects sprl

Image de couverture : Rues animées. Lagos, Nigeria. iStock.com

Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne » :

Résultat 2

Rapport d'activité 2020–2021

Ce rapport résume les activités et les réalisations relevant du Résultat 2 du programme **Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne** : les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de prévention des risques de catastrophes afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

Table des matières

Sigles et abréviations	5
Résumé analytique	6
Vue d'ensemble du programme	8
Progrès de la mise en œuvre – Faits saillants de l'exercice 2021	14
Thématiques transversales : Inclusion du genre et actions de mobilisation de la société civile	17
Le programme au sein de la CEEAC	19
Pleins phares : La CEEAC produit une multitude de ressources et publications sur la gestion des risques de catastrophes à communiquer à ses États membres	26
Le programme au sein de la CEDEAO	28
Pleins phares : Renforcer la résilience aux inondations dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest	35
Le programme au sein de l'IGAD	37
Pleins phares : Lutter contre l'insécurité alimentaire par des politiques préventives en Afrique de l'Est	41
Le programme au sein de la SADC	43
Pleins phares : Premier Forum Hydromet pour l'Afrique australe	48
Annexe: Communications et supports de visibilité	49

Sigles et abréviations

ACC	Adaptation au changement climatique
BAfD	Banque africaine de développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales africaines
CERFE	Centre de recherche et documentation Febbraio
CUA	Commission de l'Union africaine
DiMSUR	Disaster Risk Management Sustainability and Urban Resilience (Gestion des risques de catastrophes, durabilité et résilience urbaine)
DRF	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement post-catastrophe)
Exercice 2021	Exercice du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
GHACOF	Greater Horn of Africa Climate Outlook Forum (Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Centre (Centre de prévision et d'applications climatologiques de l'IGAD)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
IRD	Institut de recherche pour le développement
NDMO	National Disaster Management Organisations (Organismes nationaux chargés de la gestion des catastrophes)
NDRR	ACP-EU Natural Disaster Risk Reduction Program (Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles)
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisations non gouvernementales
OSC	Organisations de la société civile
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRC	Prévention des risques de catastrophes
R2	Programme du Résultat 2
REPARC	Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes dans la sous-région Afrique centrale
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SFN	Solutions fondées sur la nature
UE	Union européenne
UNDRR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)

Résumé analytique



Le programme du Résultat 2 (le Programme) fait partie de l'initiative « *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne* », lancée en 2015 par l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne (UE). Elle met en œuvre un cadre global de gestion des risques de catastrophes (GRC) en Afrique, couvrant à la fois l'identification, l'évaluation et la prévention des risques, la préparation aux catastrophes, le financement des risques de catastrophes, ainsi que le relèvement et la reconstruction résiliente. Depuis 2015, le Programme élargit et renforce les capacités de quatre communautés économiques régionales africaines (CER), à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* – IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community* – SADC). Il vise à améliorer la coordination, la planification,

les conseils stratégiques et la diffusion des connaissances, à faire progresser les programmes régionaux de GRC et à mieux soutenir leurs États membres respectifs dans la prise de décisions éclairées pour renforcer leur résilience aux catastrophes.

Ce rapport d'activité donne un aperçu des activités mises en œuvre au titre du programme entre juillet 2020 et juin 2021 (exercice 2021). Il souligne comment les CER ont continué (i) d'élargir leurs portefeuilles de GRC malgré les difficultés multiples posées par la pandémie de COVID-19 et (ii) de prendre l'initiative pour conseiller et soutenir leurs États membres respectifs en leur apportant de l'assistance technique afin d'améliorer leurs ressources humaines et institutionnelles, ainsi que leurs capacités financières pour renforcer la prévention des risques de catastrophes (PRC).

Au cours de l'exercice 2021, dans le cadre de leurs efforts visant à prévenir et à atténuer les impacts de fortes pluies et d'inondations, les CER ont accordé la priorité au développement de **services hydrologiques et hydrométéorologiques efficaces**. Plusieurs inondations ont frappé l'Afrique subsaharienne au cours de l'année écoulée et leur fréquence ne devrait que s'accroître sous l'effet du changement climatique, avec les vastes répercussions que cela entraînera. Outre le danger majeur qu'elles présentent pour les citoyens vivant dans les quartiers exposés de villes à l'essor rapide, les inondations perturbent les communautés rurales et l'agriculture et contribuent ainsi à l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Fortes de ce constat, les CER se sont attachées à moderniser les capacités de leurs États membres en matière d'hydrométéorologie pour veiller à ce qu'ils aient accès aux dernières innovations en matière de collecte et de gestion de données, ainsi qu'à des réseaux d'experts et à des rapports et publications.

La **CEEAC** a tenu son deuxième Forum Hydromet en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et la Banque mondiale, auquel ont participé des experts d'institutions de recherche régionales, parmi elles le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, la Commission du Bassin du Congo, la Commission du bassin du lac Tchad et l'Autorité du lac Tanganyika. La **CEDEAO** elle aussi a tenu la deuxième édition de son propre Forum Hydromet, lors duquel les participants ont approuvé de nouvelles initiatives stratégiques, telles que la Stratégie de gestion des risques d'inondations de la CEDEAO. L'IGAD a continué de profiter des Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique (*Greater Horn of Africa Climate Outlook Forums* – GHACOF) pour élaborer des plans d'urgence en cas de scénarios d'inondation. Elle a également émis un avis annonçant une saison plus humide que prévu dans les régions agricoles du centre et du sud de l'Afrique de l'Est entre mars et mai 2021. La **SADC**, pour sa part, a tenu son tout premier Forum Hydromet, lors duquel les participants ont discuté d'approches en vue de moderniser les services d'hydrométéorologie et les systèmes d'alerte précoce.

Les CER ont également constaté au sein de leurs États membres de nettes améliorations dans leurs capacités respectives de collecte et d'analyse des données. Celles-ci sont le résultat des possibilités offertes aux experts nationaux et régionaux d'élargir leurs connaissances et de collaborer avec leurs pairs d'un réseau à l'autre. En disposant d'un meilleur accès à des formations spécialisées, à des technologies de rupture, ainsi qu'à des ressources et publications telles que les atlas des aléas naturels et des bibliothèques d'informations numériques, les experts en GRC, les responsables publics et les parties prenantes peuvent prendre de meilleures décisions fondées sur les risques. La disponibilité croissante de données exactes sur les risques de catastrophes a ouvert la GRC à un plus grand nombre de parties prenantes, parmi elles les femmes et les jeunes.

Les résultats obtenus dans le cadre du Programme pour l'exercice 2021 attestent de la coopération régionale accrue qui existe tant au sein des CER qu'entre elles, à mesure qu'elles poursuivent leurs efforts de renforcer la résilience aux risques de catastrophes. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'encourager plus encore la coopération sur les risques pour la santé publique et l'intégration des risques épidémiologiques dans les cadres de relèvement post-catastrophe. Les efforts de modernisation des institutions de GRC et des cadres de réponse et de relèvement prendront toute leur valeur alors qu'il deviendra de plus en plus nécessaire de formuler des réponses spécialisées et adaptées pour faire face à des risques nouveaux et émergents, et ce d'autant plus que les effets du changement climatique ne cesseront de perturber les moyens de subsistance à l'échelle du continent entier.

Vue d'ensemble du programme

Description du programme

Le programme du Résultat 2 contribue aux réalisations du programme 2015–2020 de Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d’Afrique subsaharienne, qui a été créé en 2015 par l’UE et l’OEACp et financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement. Le programme a comme objectif global de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d’Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique sur la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable. Pour ce faire, cinq Résultats ont été retenus, dont la mise en œuvre a été attribuée à plusieurs partenaires. Ces cinq Résultats forment ensemble le cycle complet des mesures de gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités. Il s’agit des résultats suivants :



Maputo, Mozambique.
Source : iStock.com

R1

Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophes. *Mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (United Nations Office for Disaster Risk Reduction – UNDRR).*

R2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery – GFDRR).

R3

Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. *Mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAfD).*

R4

Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. *Mis en œuvre par l'UNDRR.*

R5

Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socioéconomiques budgétaires et financiers des catastrophes. *Mis en œuvre par la GFDRR.*

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre des Résultats 2 et 5.¹ Le présent rapport d'activité couvre les réalisations du Programme du Résultat 2. Les activités effectuées dans le cadre du Programme sont mises en œuvre par les quatre CER et par des équipes de la Banque mondiale. La GFDRR assure la coordination au jour le jour avec la Commission européenne, le Secrétariat de l'OEACP, les partenaires d'exécution du programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne et les autres parties prenantes concernées.

Dispositifs administratifs :

Le programme du Résultat 2 est financé grâce à une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros au Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), et relève de ce Programme à titre administratif.² Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme ACP-UE NDRR pour l'exercice 2021. C'est pour cette raison que le programme du Résultat 2 dépasse le calendrier du programme de 2015–2020 de *renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne*. La date de clôture du programme ACP-UE NDRR est fixé en décembre 2021, qui est donc aussi la date de clôture du programme du Résultat 2.

Réunions du comité de pilotage :

La gouvernance du programme du Résultat 2 est assurée par le comité de pilotage du programme ACP-UE NDRR, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat de l'OEACP et de la Banque mondiale. Celui-ci se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier à d'éventuels besoins survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global ainsi que de faire le point sur la situation financière et le statut du cadre de suivi du programme. La réunion du comité de pilotage pour l'exercice 2021 s'est déroulée virtuellement le 28 avril 2021. Elle a été l'occasion de présenter les derniers résultats et les dernières réalisations au titre du Programme pour les quatre CER.

Coordination avec d'autres partenaires :

Les activités à l'échelle du programme nécessitent, et encouragent, une coordination régulière entre les partenaires du développement, en particulier entre les partenaires chargés de la mise en œuvre des quatre Résultats du programme *Renforcement de la résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. Au cours de l'exercice 2021, la Banque mondiale et la GFDRR ont travaillé en étroite collaboration avec d'autres partenaires régionaux sur des engagements liés aux services hydrologiques et hydrométéorologiques, notamment avec l'OMM à l'organisation des Forums Hydromet pour la CEEAC, la CEDEAO et la SADC. La coordination avec les organismes des Nations Unies s'est également poursuivie sur le terrain, notamment avec l'UNDRR à des activités d'appui aux CER sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai ou avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre des activités liées au relèvement post-catastrophe et axé sur la résilience.

¹ Le Résultat 5, également connu sous le nom d'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, a achevé ses activités et a été clos en février 2020.

² Pour en savoir plus, voir <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu>.

Objectif du programme

L'objectif spécifique du Programme est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de prévention des risques de catastrophes et de gestion des risques au niveau régional dans les communautés économiques régionales d'Afrique suivantes :**

- 1

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (la CEEAC), dont le siège est situé à Libreville au Gabon (<http://www.ceeac-eccas.org/>);
- 2

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO), dont le siège est situé à Abuja au Nigeria (<http://www.ecowas.int/>);
- 3

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD, *Intergovernmental Authority on Development*), dont le siège est situé à Nairobi au Kenya (<http://www.igad.int>);
- 4

La Communauté de développement de l'Afrique australe (la SADC, *Southern African Development Community*), dont le siège est situé à Gaborone au Botswana (www.sadc.int).

Le programme du Résultat 2 atteint son objectif comme suit :

>

Renforcer les capacités de coordination des CER afin de faire progresser l'agenda régional en matière de GRC ;

>

Renforcer les capacités des CER en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, pour permettre aux CER de mieux soutenir (a) leurs États membres dans leur prise de décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes et (b) leurs programmes régionaux et sous-régionaux dans la mise en œuvre la GRC ;

>

Mettre à disposition une plateforme de défense des politiques et améliorer la coopération et le travail en réseau entre établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux. Les CER, les gouvernements de leurs États membres, les décideurs et les professionnels de la GRC auront ainsi accès aux savoirs techniques et aux meilleures pratiques opérationnelles d'un large éventail de parties prenantes.

Ces activités reprennent et appuient l'approche stratégique énoncée dans le Plan d'action de la CUA, les stratégies de PRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015–2030. Elles visent les quatre CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux et des organisations techniques d'Afrique.

Résultats attendus et objectifs

Les principaux résultats attendus du Programme sont les suivants :

- Opérationnalisation des stratégies de PRC des CER conformément à leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités nationales de prise de décisions.
- Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux, en vue de renforcer la GRC et de l'intégrer dans le développement durable.
- Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres des CER à l'élaboration de politiques et de stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national.
- Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins post-catastrophe (*Post-Disaster Needs Assessment* – PDNA) et la planification du relèvement/de la reconstruction.

La réalisation des résultats attendus est mesurée par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici décembre 2021 :

- Les quatre CER africaines ont rendu opérationnelles leurs stratégies de PRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- Au moins huit ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés sous la direction de leurs CER concernées.
- Les quatre CER africaines ont renforcé leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques.
- Les quatre CER ont développé et/ou amélioré leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe (*Post-Disaster Needs Assessment* – PDNA) et la planification du relèvement.



Marché, Nairobi, Kenya.
Source : iStock.com

Progrès de la mise en œuvre – Faits saillants de l'exercice 2021

Dans le cadre du programme du Résultat 2,
2 100 parties prenantes
 dont plus de **350 femmes**
 ont participé à **42 activités de renforcement des capacités**
 au cours de l'exercice 2021.

Parmi ces parties prenantes,
586 personnes ont été formées à la GRC
33 ont reçu une formation aux méthodologies des PDNA et
 du cadre de relèvement post-catastrophe (DRF)
 et **1 481** ont assisté à des conférences.



Village de pêcheurs au Ghana.
 Source : iStock.com



CEEAC a continué de produire des rapports et publications sur les risques climatiques et les risques de catastrophes qui sont répandus en Afrique centrale et qui requièrent une coopération intrarégionale efficace. Au cours de l'exercice 2021, elle a soutenu **l'élaboration de plusieurs publications phares**, notamment : (i) un rapport dressant l'état des lieux des capacités techniques et institutionnelles consacrées à la PRC et à la GRC en Afrique centrale ; (ii) un atlas des aléas, des vulnérabilités et des risques pour la région de la CEEAC ; et (iii) une série de rapports sur les services hydrométéorologiques et sur la gestion des inondations et des sécheresses en Afrique centrale. De plus, la CEEAC, l'OMM et la Banque mondiale ont coorganisé en mai 2021 le **deuxième Forum Hydromet de la CEEAC**, qui visait à communiquer et à consolider les réalisations accomplies dans le domaine des services hydrométéorologiques au niveau régional. En outre, la CEEAC a soutenu les gouvernements du **Cameroun, du Tchad, de la République centrafricaine** et de **Sao Tomé-et-Principe** à adopter leurs **stratégies nationales de GRC et plans d'action respectifs**.



La **CEDEAO** a continué de mettre l'accent sur **le renforcement des capacités de gestion des inondations et sur la coordination des services hydrométéorologiques régionaux** de ses États membres. Ces efforts se sont concrétisés par l'organisation de plusieurs activités de renforcement des capacités, ainsi que par la deuxième édition en avril 2021 du Forum Hydromet de la CEDEAO et de la Plateforme PRC sous-régionale de la CEDEAO. La CEDEAO a également continué de renforcer la **planification régionale du relèvement post-catastrophe** grâce à un soutien institutionnel essentiel, notamment : (i) une évaluation détaillée de la vulnérabilité à la pandémie de COVID-19 au **Nigeria** ; (ii) des formations au **Ghana** sur l'évaluation des besoins de relèvement après le COVID-19 et sur la planification et le renforcement des capacités locales de préparation aux urgences ; (iii) une évaluation des risques détaillée pour l'île de Brava au **Cap-Vert** ; et (iv) une formation PDNA/DRF au **Sénégal**.



L'**IGAD** a présenté des orientations stratégiques à ses États membres à l'occasion des **Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique**, qui ont fourni aux participants des mises à jour sur les prévisions climatiques saisonnières et sur la mise en œuvre des activités de GRC. L'IGAD a également continué de lutter contre l'insécurité alimentaire par le biais de politiques préventives en Afrique de l'Est, notamment par la mise en œuvre d'**activités d'agriculture intelligente face au climat** dans les États membres de l'IGAD. En outre, l'IGAD a continué de fournir des orientations stratégiques en vue de renforcer les capacités de ses États membres et de coordonner leurs efforts pour promouvoir un programme régional de GRC par le soutien à des activités post-catastrophe, notamment les inondations récurrentes qui se produisent en **Éthiopie**, au **Soudan** et au **Soudan du Sud**.



La **SADC** a organisé en juin 2021 son **premier Forum Hydromet pour l'Afrique australe**. S'agissant du tout premier forum régional à être consacré aux questions d'hydrométéorologie, cet événement a marqué une étape importante dans le développement des ressources et des capacités en hydrométéorologie dans la région. La SADC a également travaillé à accroître les efforts régionaux visant à améliorer la **préparation aux situations d'urgence** en organisant une série de formations et de réunions à distance sur ce thème pour l'ensemble de la région. Elle a également présenté plusieurs rapports importants sur ce sujet qui permettent à des parties prenantes et des praticiens de la GRC d'Afrique australe de consulter et de partager des connaissances essentielles et d'améliorer la prise de décisions.



Velo traversant une route inondée, Burkina Faso.
Source: iStock.com

Thématiques transversales : Inclusion du genre et actions de mobilisation de la société civile

Le genre est de plus en plus reconnu comme étant un élément indispensable de la résilience inclusive, à mesure que les besoins, les expériences et les connaissances spécifiques des femmes et des filles sont progressivement intégrés dans les politiques et la planification de GRC. La GFDRR s'est engagée à assurer l'autonomisation des femmes et des filles dans le renforcement de la résilience comme en témoigne son **Plan d'action du genre pour 2016–2021**,³ qui décrit des mesures susceptibles de favoriser une résilience plus inclusive en tenant compte de la dimension du genre. Au moyen de ce plan d'action, la GFDRR offre de l'assistance technique et des services de conseil sur les moyens à prendre pour veiller à ce que les investissements contribuent à réduire le fossé entre hommes et femmes dans la GRC.

Des progrès dans l'intégration du genre pour la GRC ont été constatés à travers l'Afrique au cours de l'exercice 2021, alors que les CER ont commencé à mettre en œuvre leurs **plans d'action du genre** respectifs qu'ils avaient adoptés en 2020 pour la décennie 2020–2030.⁴ Les CER ont pu commencer à suivre ces feuilles de route et à prendre des mesures concrètes, parmi elles la collecte de données différenciées en fonction du genre, l'intégration des connaissances et des expériences des femmes en matière de risques de catastrophes, de situations d'urgence et d'efforts de relèvement, le partage d'informations dans une démarche sensible à la dimension du genre, la mise en valeur de la reconstruction et du relèvement inclusifs sur le plan du genre, et l'assurance de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de participer à toutes les étapes du cycle de la GRC. Par exemple, lors de la deuxième édition du Forum Hydromet de la CEDEAO, qui s'est tenue du 20 au 22 avril 2021, une table ronde dirigée par des experts sur le genre a été organisée sur le thème du financement d'initiatives et d'activités axées sur le genre. Plus d'informations sur les résultats de ce forum figurent dans l'article Pleins phares à la page 35.

Les organisations de la société civile (OSC) ont continué d'être des partenaires essentiels pour les CER dans la conception et la mise en œuvre de politiques régionales en matière de GRC et de jouer un rôle déterminant à impliquer des groupes représentant les femmes et les jeunes. L'importance de la société civile dans le renforcement de la résilience sous l'impulsion de la communauté est énoncée dans le **Plan d'action de participation citoyenne 2019–2023**,⁵ qui préconise d'accorder des subventions supplémentaires spécialement destinées à solliciter la participation directe des citoyens et des organisations de la base dans le portefeuille de la GFDRR.

Au cours de l'exercice 2021, les CER ont **maintenu leurs relations avec des OSC** en organisant des ateliers de renforcement des capacités et en les aidant à participer à des événements internationaux. En plus de leur participation au deuxième Forum Hydromet de la CEDEAO, les groupes de la société civile étaient bien représentés dans les ateliers qui ont abouti à la validation des stratégies de PRC nationales et de leurs plans d'action au **Cameroun, en République centrafricaine, à Sao Tomé-et-Principe, et au Tchad**. Par ailleurs, des représentants de la société civile d'Afrique de l'Est ont assisté aux Forums trimestriels sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique et ont contribué à des décisions de politique générale fondées sur les prévisions climatiques. Leurs témoignages ont été déterminants pour faire état de situations de pénuries alimentaires imminentes et ils ont plaidé la cause des petits agriculteurs et des travailleurs agricoles dont les moyens de subsistance dépendent de prévisions météorologiques précises et communiquées au moment voulu. La société civile a joué un rôle crucial dans le renforcement de la résilience locale à l'insécurité alimentaire, un rôle souligné par un court documentaire réalisé par l'IGAD. De plus amples informations sur ce documentaire et sur le partenariat de l'IGAD avec le programme du Résultat 2 figurent à l'article Pleins phares à la page 41.

³ Le Plan d'action du genre de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3jchhFN>

⁴ La stratégie de la **CEEAC** est disponible en anglais à <https://bit.ly/37iVuF3> et en français à <https://bit.ly/3czTDhV>. La stratégie de la **CEDEAO** est disponible en anglais à <https://bit.ly/2BTyvF2> et en français à <https://bit.ly/3hcYgQM>. La stratégie de la **SADC** est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/3OuPFmO>. La stratégie de l'**IGAD** est disponible en anglais à <https://bit.ly/332jGLZ> et en français à <https://bit.ly/3f9zBud>.

⁵ Le Plan d'action de participation citoyenne de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2R2mSjt>.

Activités à l'échelle du programme

Drawing a regional picture of hydromet and early warning services in Africa



Johnson Boanuh, Desire Ndemazago, Keflemariam Sebhata, Prithiviraj Booneedy, Marieke de Groen, Carl Dingel



Le débat sur le thème **Dresser un tableau régional des services d'hydrométéorologie et d'alerte précoce en Afrique**⁶ a été organisé le 3 décembre 2020 dans le cadre du Forum Understanding Risk qui s'est déroulé virtuellement.⁷ La session a rassemblé une quarantaine d'experts de la CEDEAO, de la CEEAC, de l'IGAD et de la SADC pour réfléchir à la situation des services d'hydrométéorologie et d'alerte précoce dans leurs sous-régions respectives, tout en rattachant ce thème à d'autres domaines, tels que l'agriculture intelligente face

au climat. Elle a présenté plusieurs réalisations relevant du programme du Résultat 2, notamment le soutien apporté à la politique de gestion des risques d'inondations de la CEDEAO, le Forum Hydromet de la CEEAC, l'état des lieux par la SADC des services météorologiques, hydrologiques, climatologiques et d'alerte précoce en Afrique australe, ainsi que les perspectives climatiques et les activités de l'agriculture intelligente face au climat de l'IGAD.

⁶ Plus d'informations sur la session et son enregistrement sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3qig7cX>.

⁷ Pour plus d'informations, voir (en anglais) : https://understandrisk.org/event/ur2020_forum/.

Le programme au sein de la CEEAC



Route entre deux villes, Angola.
Source : iStock.com

La CEEAC réunit 11 États membres d'Afrique centrale d'une population totale de plus de 181 millions d'habitants : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le mandat de la CEEAC est de promouvoir la coopération régionale entre ses États membres ainsi que leur intégration régionale. Il lui incombe, entre autres, de diriger le dialogue politique sur la PRC et le changement climatique, point sur lequel la coopération régionale n'est pas encore complètement établie. Par le passé, la collaboration s'est concentrée sur les questions de paix et de stabilité dans la région des Grands Lacs et en République centrafricaine.

La région, qui s'étend sur un vaste territoire, est vulnérable à une multitude de risques de catastrophes naturelles de tous genres. La République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo figurent à l'indice INFORM 2020 pour la gestion des risques comme faisant partie des 10 pays les plus vulnérables à des risques de catastrophes naturelles, selon des facteurs tels que la vulnérabilité socio-économique. Les aléas naturels

dans la région sont exacerbés par la détérioration de l'environnement, comme le déboisement de la forêt du Bassin du Congo.

Au sein de la CEEAC, l'unité GRC et Adaptation au changement climatique (ACC) est installée dans les locaux de la direction de l'Environnement et des Ressources naturelles, qui relève du département de l'Environnement, des Ressources naturelles, de l'Agriculture et du Développement rural. La politique générale de la CEEAC relative à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, adoptée en 2007, axe la question de la PRC autour de trois priorités stratégiques : la lutte contre la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification, la lutte contre le changement climatique et l'évaluation et l'alerte précoce de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. En 2017, les ministres ont adopté une version révisée de la stratégie régionale d'Afrique centrale de 2012 pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'ACC, afin de l'aligner sur les priorités du Cadre de Sendai pour la prévention des risques de catastrophes.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la région de la CEEAC au titre du programme du Résultat 2 :

- 1 Renforcement des connaissances régionales en matière d'aléas, de vulnérabilité et de risques par la cartographie des aléas transfrontaliers.
- 2 Renforcement des capacités régionales et nationales dans les domaines de la PRC et de l'ACC.
- 3 Renforcement du dialogue politique et de la législation traitant de la PRC et de l'ACC.
- 4 Renforcement des capacités régionales pour les interventions et les évaluations post-catastrophe et pour la planification de la reconstruction (Toutes les activités de la Composante 4 avaient déjà été achevées avant l'exercice 2021).
- 5 Renforcement des capacités techniques et de gestion au sein du Secrétariat de la CEEAC.

La section suivante décrit en détail les activités réalisées par la CEEAC au titre de ces composantes.



Maisons inondées après un cyclone, Mozambique.
Source : iStock.com

Activités au sein de la CEEAC, Exercice 2021

Composante 1

Renforcement des connaissances régionales en matière d'aléas, de vulnérabilité et de risques par la cartographie des aléas transfrontaliers

La CEEAC a continué de produire des rapports et publications sur les risques climatiques et les risques de catastrophes qui sont répandus en Afrique centrale et qui requièrent une bonne coopération intrarégionale. Au cours de l'exercice 2021, elle a dirigé l'élaboration et la publication d'un rapport analysant l'**état des capacités techniques et institutionnelles consacrées à la PRC et à la GRC Afrique centrale**⁸, ainsi que les besoins les plus urgents de la région en termes de renforcement des capacités. Ce rapport souligne le rôle crucial rempli par les principales parties prenantes, notamment les organisations régionales, les universités et les réseaux de recherche. Plusieurs domaines d'intervention ont été identifiés et recommandés en vue de poursuivre la consolidation et la professionnalisation du domaine de la PRC en Afrique centrale et afin de soutenir les praticiens et les experts régionaux, notamment au moyen de programmes d'éducation, de collaboration interuniversitaire et de coopération Sud-Sud. En outre, le rapport fournit des exemples de bonnes pratiques de renforcement des capacités et décrit le contenu de tous les programmes de master relatifs à la GRC dans plusieurs États membres de la CEEAC, y compris au **Burundi**, au **Cameroun**, au **Gabon**, en **République centrafricaine**, en **République démocratique**

du Congo et au **Tchad**. Démontrant les précieuses contributions que des institutions de GRC ont apportées à la CEEAC, ce rapport, intitulé « Connaissances et capacités techniques et institutionnelles dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes en Afrique centrale : Analyse des forces et faiblesses » est le fruit de la collaboration de plusieurs organisations, dont l'Institut français de recherche pour le développement (IRD), le Centre de recherche et de documentation Febbraio (CERFE), l'Université de Buea-Peri Peri U et le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Le Secrétariat de la CEEAC a également contribué de manière significative au cours de l'exercice 2021 à une **base de connaissances en matière de GRC, mise à la disposition des décideurs, des experts et des communautés** affectés par les aléas naturels, afin de les aider à concevoir des approches de développement résilientes aux risques. Cette activité est décrite plus en détail à la section Pleins phares à la page 26.

Composante 2

Renforcement des capacités régionales et nationales en matière de PRC et d'ACC

Le Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes dans la sous-région d'Afrique Centrale (REPARC) est une institution majeure dans la promotion des échanges régionaux en Afrique centrale sur la PRC. Il a été un partenaire essentiel du Programme dans son rôle à **mobiliser des parties prenantes pour qu'elles participent à des discussions thématiques, à des activités de renforcement des capacités et à d'autres échanges de connaissances**,

ainsi qu'à porter à exécution des activités régionales et nationales de PRC et d'ACC. Dans son rapport annuel de 2019-2020, le REPARC a fait le point sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur ses activités et a fait ressortir les progrès qui ont néanmoins été réalisés, parmi eux la poursuite d'actions de sensibilisation et de proximité auprès de parlementaires locaux et de leurs électeurs. Par exemple, le rapport a mis en avant le lancement d'un nouveau réseau

⁸ Le rapport est disponible (en français) à <https://bit.ly/2RHd8e2>.

de la société civile consacré à la PRC en **République du Congo**, le projet de loi sur la GRC au **Gabon** soumis à l'examen de l'Assemblée nationale et l'introduction de la PRC à la fois dans le nouveau Code des hydrocarbures du Gabon et dans le nouveau Code de planification urbaine.

Des institutions de recherche et des organisations non gouvernementales (ONG) ont produit plusieurs nouveaux **modules de formation sur la GRC** qui ont aidé les États membres de la CEEAC en collaboration avec le Secrétariat de la CEEAC à élaborer et à mettre en œuvre des activités de GRC. Ces modules sont les résultats des travaux du consortium de recherche visé lors de la composante précédente (à savoir l'IRD, le CERFE, l'Université de Buea-Peri Peri U et le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge). Ils couvrent plusieurs thèmes liés à la GRC, parmi eux une présentation générale des risques et des aléas, les risques d'inondations, les glissements de terrain, les maladies infectieuses, les risques sismiques, les activités volcaniques et les émissions de gaz toxiques des lacs. Ils seront utiles aux responsables publics aux parties prenantes de la région à exécuter des activités de GRC.



En outre, la Commission de la CEEAC a organisé un atelier virtuel en avril 2021 pour valider une **note d'orientation sur l'introduction et l'amélioration de systèmes de prévision et d'alerte précoce en Afrique centrale** et le cadre régional pour la modernisation des agences de services nationaux d'hydrométéorologie de ses États membres. Le projet de rapport d'orientation a été élaboré par un consortium d'acteurs du secteur privé spécialisés dans la gestion des ressources naturelles : Deltares,⁹ Concept¹⁰ et Terea.¹¹ Cet atelier a réuni 30 participants, dont 3 femmes, représentant les points focaux sectoriels concernés des États membres de la CEEAC et des experts des commissions des bassins hydrographiques, dont la Commission du bassin du lac Tchad, l'Autorité du lac Tanganyika, la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha et l'OMM.

Du 4 au 6 mai 2021, la CEEAC, l'OMM et la Banque mondiale ont organisé conjointement le **deuxième Forum Hydromet de la CEEAC**.¹² Cette deuxième édition, qui s'est tenue virtuellement, visait à faire connaître et à consolider les réalisations accomplies dans le domaine des services d'hydrométéorologie au niveau régional. Les participants ont échangé des idées sur la modernisation des services d'hydrométéorologie dans les États membres de la CEEAC afin de renforcer leurs contributions à un développement et une planification de l'adaptation résilients au climat. L'assemblée a assisté à une présentation des modèles d'analyse et de diagnostic, à savoir le cadre régional de la CEEAC et le plan d'action pour la modernisation des services d'alerte précoce pour des agences de services nationaux d'hydrométéorologie, qui a été validé au cours de l'exercice 2021 par les États membres de la CEEAC.

⁹ Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.deltares.nl/en/>.

¹⁰ Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <http://www.concept.tn/>.

¹¹ Pour en savoir plus, voir <http://www.terea.net/en/>.

¹² L'ordre du jour et les documents relatifs au deuxième Forum Hydromet de la CEEAC sont disponibles (en anglais) à <https://www.hydrometforum2021.org/page/1771352/eccas>.

Cet événement a rassemblé 180 participants, dont 40 femmes, issus de la société civile, du milieu universitaire, des parlementaires du réseau REPARC, du secteur privé, ainsi que des institutions sous-régionales telles que le nouveau Centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale. Y étaient également présents les points focaux nationaux pour la GRC et des experts en hydrologie, en météorologie, en agriculture et en PRC.

La CEEAC a publié une série de recommandations clés destinées à améliorer les services d'hydrométéorologie dans la région. Les domaines d'intervention prioritaires sont les suivants :

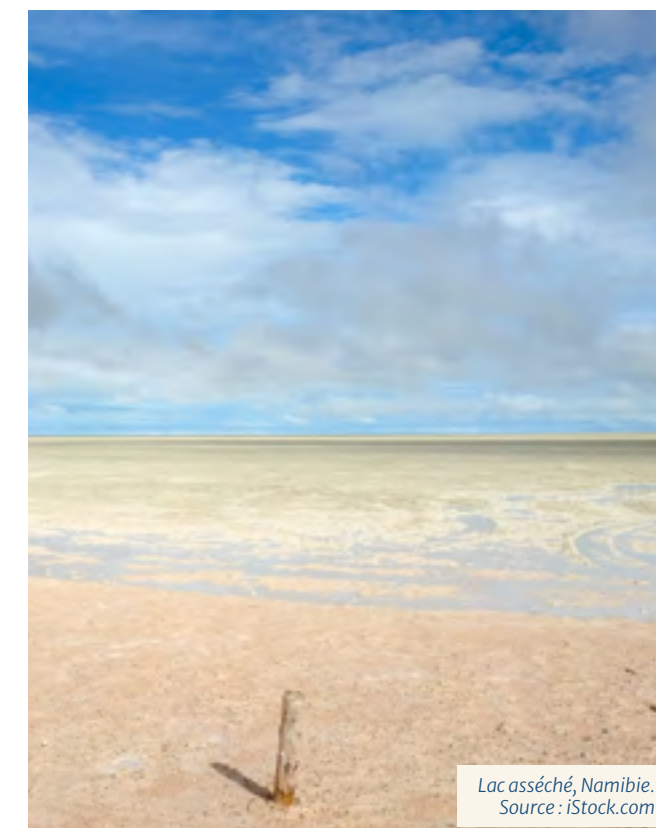
- Concevoir de nouveaux plans de formation pour s'assurer que des produits et services d'hydrométéorologie peuvent être fournis dans des scénarios à court, moyen ou long terme et profiter des possibilités de formation existantes basées dans les centres régionaux.

- Élaborer des partenariats entre la région de la CEEAC, les organisations responsables des bassins transfrontaliers et d'autres organisations régionales et internationales, en vue de se communiquer des données et des informations hydrométéorologiques.
- Créer des partenariats public-privé en vue de créer des solutions globales, garantes de la pérennité à long terme des réseaux et des services hydrométéorologiques au moyen d'accords de partage des coûts et des revenus sur la durée.
- Sécuriser ces partenariats public-privé en les dotant du cadre institutionnel, juridique et réglementaire adapté.

Composante 3

Renforcement du dialogue politique et de la législation sur la PRC et l'ACC

Avec le soutien du programme du Résultat 2, la CEEAC a lancé une série de réformes depuis 2010 pour harmoniser son processus décisionnel en matière de GRC et améliorer ses interventions institutionnelles. Plusieurs de ces changements ont été formalisés lors d'une session tenue le 30 juillet 2020, intitulée le **Traité révisé de la CEEAC et la commission restructurée de la CEEAC**. Relevant de la nouvelle Commission, l'unité GRC est baptisée la Cellule Gestion risques de catastrophes et est rattachée à la Direction de l'environnement et des ressources naturelles du Département de l'Environnement, des Ressources naturelles, de l'Agriculture et du Développement rural.





Photos des participants lors des quatre ateliers de validation au Cameroun, au Tchad, en République centrafricaine et à Sao Tomé-et-Principe.
Source : ECCAS

Une étape importante a été franchie au cours de l'exercice 2021 pour soutenir les États membres de la CEEAC dans le renforcement de leur législation sur la PRC. Le Secrétariat de la CEEAC et le Consortium mondial Sécurité et Environnement ont organisé une série d'ateliers lors desquels les participants du **Cameroun, du Tchad, de la République centrafricaine et de Sao Tomé-et-Principe** ont pu adopter leurs **stratégies nationales de GRC et leurs plans d'action** avec l'appui du Programme :

- Le premier atelier a eu lieu les 10-11 novembre 2020 à Yaoundé, au **Cameroun**. Il a réuni 36 participants, dont 14 femmes, qui représentaient des ministères sectoriels, la société civile et des partenaires internationaux pour approuver la stratégie nationale et le plan d'action de prévention des risques de catastrophes du Cameroun.
- Un atelier a eu lieu les 25 et 26 novembre 2020 à Bangui, où 40 participants, dont 10 femmes, ont validé la stratégie nationale et le plan d'action de prévention des risques de catastrophes de la **République centrafricaine**.

- La stratégie nationale et le plan d'action de prévention des risques de catastrophes de **Sao Tomé-et-Principe** ont été validés lors d'un atelier tenu les 16 et 17 novembre 2020 à Sao Tomé, qui a réuni 32 participants, dont 13 femmes, issus de la société civile et de ministères sectoriels.
- Un atelier a eu lieu les 2 et 3 décembre 2020 à N'Djamena, au **Tchad**, pour valider la stratégie nationale et le plan d'action de prévention des risques de catastrophes, qui a réuni 40 participants, dont 10 femmes.

Ces stratégies et plans d'action nationaux en matière de GRC aideront les gouvernements du Cameroun, de la République centrafricaine, de Sao Tomé-et-Principe, et du Tchad, et à entreprendre des réformes constructives en vue de renforcer les stratégies de GRC et les interventions suite à des chocs climatiques.

Composante 5

Renforcement des capacités techniques et de gestion au sein du Secrétariat de la CEEAC



Capture d'écran du nouveau site Web de la CEEAC consacré à la PRC.
Source : Site web de la CEEAC

En septembre 2020, le Secrétariat de la CEEAC a **lancé son site Web officiel**¹³, sur lequel des documents, vidéos et publications clés sont régulièrement mises en ligne. Il y figure notamment des informations sur le Centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale basé à Douala. Ce centre joue un rôle crucial de fourniture d'assistance technique aux services météorologiques nationaux des États membres de la CEEAC, renforçant ainsi le rôle dévolu au Secrétariat de la CEEAC d'archivage de ressources communes mises à la disposition des États membres.

¹³ Le nouveau site Web consacré à la PRC de la CEEAC est disponible à : <http://www.grc-ceeac.org/>.

Pleins phares :
La CEEAC produit une multitude de ressources et publications sur la gestion des risques de catastrophes à communiquer à ses États membres



Au cours de l'année écoulée, le Secrétariat de la CEEAC a beaucoup contribué à une base de connaissances en matière de GRC, mise à la disposition des décideurs, des experts et des communautés affectés par des aléas naturels, afin des aider à concevoir des approches de développement résilientes aux risques. La capacité de la CEEAC à mobiliser des experts et à renforcer les réseaux collaboratifs a grandement facilité le flux de données, d'expertise et de bonnes pratiques très utiles sur les catastrophes dans toute l'Afrique centrale. Les gains enregistrés directement attribuables à ces échanges ont contribué à de nouvelles analyses qui examinent les différentes vulnérabilités présentes dans la région et proposent des solutions politiques qui tiennent compte de l'impact croissant du changement climatique et atténuent l'impact des catastrophes futures.

En plus du rapport sur les connaissances et capacités techniques et institutionnelles dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes en Afrique centrale visé plus haut dans le présent rapport (disponible en français à : <https://bit.ly/2XDQ9Eu>) s'est ajoutée la publication d'un **atlas des aléas, des vulnérabilités et des risques pour la région de la CEEAC** (le document est disponible en français à <https://bit.ly/3j6GXo0>). Relevant d'une démarche qui cherche à mieux comprendre les aléas naturels, à les analyser et à les contextualiser, l'atlas présente toute une

série d'approches et de cartes afin d'expliquer les risques perçus et vécus, leurs conséquences ainsi que les facteurs physiques, socioculturels, historiques et géographiques qui contribuent à ces risques. Grâce au degré de précision apporté par les données provenant de sources géographiques, géomorphologiques, climatiques et historiques, les utilisateurs de l'atlas peuvent mieux comprendre les risques majeurs qui existent et s'en faire une idée globale qui tient compte de leur nature multisectorielle. L'atlas a été diffusé lors d'un atelier à distance tenu en mars 2021 qui a réuni des experts techniques et des points focaux sectoriels des onze États membres de la CEEAC, des autorités des bassins hydrographiques et des universités. Cet atlas a été développé parallèlement à une analyse qui présente les principaux aléas naturels dans la région de la CEEAC (disponible en français à <https://bit.ly/3ixfA66>).

La CEEAC a également fait le point sur la situation des **services hydrométéorologiques et sur la gestion des inondations et des sécheresses en Afrique centrale**, ainsi que sur les efforts actuels visant à renforcer ces services. Plus précisément, les cinq rapports qui font l'état des lieux des services hydrométéorologiques nationaux ont été produits par Deltares, un consortium géré par l'institut indépendant de recherche appliquée dans le domaine de l'eau et du sous-sol. Ces rapports, qui couvrent les services

d'hydrométéorologie au **niveau régional** (disponible en français à <https://bit.ly/38FBbUx>), ainsi qu'en **Angola** (disponible en français à <https://bit.ly/3i7DzXg>), au **Burundi** (disponible en français à <https://bit.ly/35BCYrL>), en **Guinée équatoriale** (disponible en français à <https://bit.ly/3sm1hUx>), et au **Rwanda** (disponible en français à <https://bit.ly/38GX5qo>), dressent une évaluation détaillée des forces et des faiblesses actuelles de ces services. Ils fournissent également des cadres qui peuvent guider les efforts visant à moderniser ces services et à améliorer la prise de décisions en matière de gestion des inondations et des sécheresses.

Les efforts de promotion et de développement de travaux d'analyse détaillés sur des sujets spécialisés se sont poursuivis en 2021, avec le lancement d'une manifestation d'intérêt pour une étude qui vise à améliorer les connaissances et les informations sur les **effets des catastrophes naturelles dans le secteur agropastoral et halieutique dans la région de la CEEAC** et sur les solutions possibles pour y faire face. Cette étude, qui sera finalisée et livrée en août 2021, permettra d'estimer les dommages et les pertes causés par les aléas naturels dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche des États membres de la CEEAC, d'identifier les besoins spécifiques des secteurs en matière de services hydrométéorologiques et de proposer un mécanisme approprié pour renforcer et consolider les moyens de subsistance des populations rurales touchées par les aléas naturels dans les États membres de la CEEAC. Une autre étude a été lancée pour étudier comment promouvoir les

écosystèmes et des solutions fondées sur la nature (SFN) afin de réduire et d'atténuer les effets des catastrophes naturelles dans la région de la CEEAC. Cette étude permettra de se faire une idée générale des principaux écosystèmes en matière de PRC dans la région de la CEEAC, de présenter des études de cas de SFN pertinentes en Afrique centrale et d'identifier les possibilités et les lacunes que présentent les environnements juridiques et réglementaires pour la promotion de SFN dans la région.

L'élaboration et la diffusion de ces travaux d'analyse consolident les progrès réalisés par le programme du Résultat 2 et en garantiront la pérennité. Les parties prenantes et praticiens de la GRC en Afrique centrale peuvent ainsi consulter et s'échanger des connaissances vitales sur un large éventail de sujets couvrant toutes sortes d'aspects des risques de catastrophes. Cette bibliothèque des connaissances permettra de renforcer le processus décisionnel en matière de prévention des risques et d'améliorer la qualité et la quantité des stratégies de résilience disponibles pour la région.



Luanda, Angola.
Source : iStock.com

Le programme au sein de la CEDEAO



Saison des crues élevées, Niger.
Source : iStock.com

La CEDEAO rassemble 15 États membres de l’Afrique de l’Ouest, d’une population totale de plus de 349 millions d’habitants, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d’Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. La Vision 2020 de la CEDEAO appelle de ses vœux une région sans frontières, où les populations peuvent avoir accès à des ressources et en profiter par la création de possibilités pour le développement durable et la préservation de l’environnement. En outre, en juin 2020, la CEDEAO a amorcé le processus d’élaboration de sa Vision 2050 dans le but de concrétiser les aspirations et les priorités de développement de la région de l’Afrique de l’Ouest pour les 30 prochaines années, tout en consolidant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de programmes et de projets identifiés dans le cadre de la Vision 2020.

Les aléas naturels posent une menace réelle en Afrique de l’Ouest, dans la mesure où environ 75 % de sa population vivent dans des régions qui sont frappées au moins une fois tous les deux ans par un cyclone tropical, la sécheresse, des inondations ou des tremblements de terre. Quelques-unes

des villes les plus peuplées de l’Afrique, telles que Lagos et Abidjan, sont situées sur la côte de l’Afrique de l’Ouest ; de grands fleuves, comme le Niger, la Volta, le Sénégal et le Gambie traversent la région, et de vastes zones de savane et du Sahel, vulnérables à la sécheresse, franchissent les frontières nationales.

À la CEDEAO, le programme de PRC relève de la Direction des affaires humanitaires et sociales, sous la direction générale de la Commissaire chargée des affaires sociales et du genre. La CEDEAO s’est engagée à s’acquitter de son mandat de paix et de sécurité. Dans sa politique de prévention des risques de catastrophes de 2006, elle affirmait que les catastrophes et les conflits se renforcent mutuellement. La CEDEAO intensifie ses activités de PRC, avec l’adoption du Plan d’action de PRC pour 2015–2030, qui s’appuie sur la politique régionale de PRC pour 2010–2015 et sur le Cadre de Sendai pour la PRC, ainsi que d’une nouvelle stratégie genre et son plan d’action pour la PRC pour la période 2020–2030, approuvée en février 2020.

Quatre composantes sont mises en œuvre au sein de la CEDEAO au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

- 1 Renforcement des politiques et institutions de GRC au plan national et régional.
- 2 Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations.
- 3 Amélioration de la planification régionale du relèvement post-catastrophe.
- 4 Renforcement de la capacité et de la coordination pour la GRC.

La section suivante décrit en détail les activités réalisées par la CEDEAO au titre de ces composantes.



Paysage au Niger.
Source : iStock.com

Activités au sein de la CEDEAO Exercice 2021

Composante 1

Renforcement des politiques et institutions de GRC au plan national et régional



Cérémonie d'ouverture de l'atelier pour revitaliser la plateforme nationale du Sénégal pour la PRC, décembre 2020

La CEDEAO déploie des efforts en vue de renforcer les politiques et les institutions de GRC au plan national et régional. Par exemple, pour l'exercice 2021, le gouvernement du **Sénégal** a cherché à revitaliser sa plateforme nationale pour la PRC. Avec les conseils de la CEDEAO, il a élaboré une feuille de route axée sur le consensus pour la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de RRC et de son Plan d'action pour

2020–2030. Un **atelier de renforcement des capacités** a eu lieu à Dakar du 8 au 10 décembre 2020 pour discuter de mesures en vue de revitaliser la plateforme nationale de PRC. Y ont participé 52 participants, dont 8 femmes, représentant différents ministères et des organisations de la société civile.

Composante 2

Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations

Au cours de l'exercice 2021, la CEDEAO a fait des progrès considérables en matière de modernisation des services hydrométéorologiques entre ses États membres et de

coordination de leurs efforts au moyen de formations régionales et de forums d'échange. Cette activité est décrite plus en détail à la section Pleins phares à la page 35.

Component 3

Enhancing regional post disaster recovery planning



(À gauche) Cérémonie officielle d'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités de la NEMA à Abuja au Nigeria ; (à droite) Remise de matériel par la commissaire aux affaires sociales au directeur général de la NEMA. 2020 décembre
Source : CEDEAO

L'un des domaines d'expertise les plus sollicités de la CEDEAO au cours de l'exercice 2021 a été le renforcement des capacités régionales en matière d'interventions en cas de catastrophe, d'évaluations post-catastrophe et de planification de la reconstruction. Des ateliers de formation ont été organisés à travers l'Afrique de l'Ouest afin de fournir aux États membres de la CEDEAO des ressources supplémentaires pour améliorer leurs capacités de préparation aux urgences et d'intervention.

La pandémie de COVID-19 a incité les pays à intégrer dans leurs plateformes de GRC la vulnérabilité et la réponse aux urgences de santé publique. À Abuja au **Nigeria**, un atelier sur le renforcement des capacités s'est tenu du 1^{er} au 3 décembre 2020 pour élaborer **une évaluation détaillée de la vulnérabilité à la pandémie de COVID-19**. Il a réuni 41 participants, dont 23 femmes. L'objectif de la formation était d'aider les participants à mieux comprendre les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance, y compris ses impacts environnementaux et socioéconomiques, et à les surmonter en adoptant un cadre de relèvement conçu pour la pandémie. Cet atelier a également été l'occasion pour le Secrétariat de la CEDEAO de fournir à l'Agence nationale pour la gestion des urgences du Nigeria du matériel spécialisé dans les domaines de l'information, de la communication et des technologies.

Une autre **formation sur l'évaluation et la planification des besoins de relèvement du COVID-19** s'est tenue du 22 au 25 mars 2021 à Accra, au Ghana. Cette formation nationale a rassemblé 25 participants, dont 5 femmes, représentant différents ministères et des OSC. Elle a été l'occasion de familiariser les représentants avec les méthodologies du PDNA, de l'évaluation des besoins de relèvement du COVID-19 et du cadre de relèvement post-catastrophe (*Disaster Recovery Framework – DRF*).



Formation sur les évaluations des besoins post-catastrophe,
en mars 2021.
Source : CEDEAO

Une **évaluation des risques** détaillée pour l'île de Brava au Cap-Vert a été lancée au cours d'un atelier de validation qui s'est tenu sur l'île de Brava, du 29 mars au 1^{er} avril 2021. L'atelier a réuni 17 participants, dont 3 femmes, et a diffusé les résultats de l'évaluation, qui fournit des informations vitales pour améliorer la préparation aux catastrophes naturelles de l'île. Il a également permis aux participants d'engager le dialogue avec des représentants locaux et des autorités locales sur les bons instruments à utiliser afin de gérer les risques, prévenir les catastrophes, minimiser les dommages et les pertes associées et prévenir d'autres risques de catastrophes.



Atelier de validation pour l'évaluation des risques de l'île de Brava en mars/avril 2021.
Source : Cabo Verde Civil Protection.



Atelier de formation de l'Organisme national chargé de la gestion des catastrophes du Ghana en avril 2021.
Source : Organisme national chargé de la gestion des catastrophes du Ghana, NADMO.

Un atelier de formation à Accra, au **Ghana**, qui s'est tenu les 6 et 7 avril 2021, s'est concentré sur **le renforcement des capacités locales de préparation aux urgences** à l'intention de comités locaux de gestion des catastrophes au niveau des districts et d'organisations communautaires spécialisées dans les risques climatiques et les risques de catastrophes. Réunissant 25 participants, dont 6 femmes,

l'atelier a été organisé en collaboration avec l'Organisme national chargé de la gestion des catastrophes du Ghana sous la forme de conférences interactives et des discussions de groupe destinées à renforcer les capacités des participants en matière de gestion des catastrophes et de résilience au niveau local.

Sous la direction de la CEDEAO et avec l'appui technique de l'Union européenne, du PNUD et de la Banque mondiale, une **formation PDNA et DRF** a été organisée à Dakar, au **Sénégal**, du 19 au 21 mai 2021. Cette formation a présenté aux 33 participants, dont 7 femmes, les méthodologies de PDNA et de DRF et des exemples de leur mise en application au moyen d'études de cas issues de secteurs pertinents, tels que l'agriculture, la santé, l'eau et l'assainissement, et l'emploi.

Les participants provenaient de plusieurs ministères et institutions publiques, dont l'Agence nationale de

l'aviation civile et de la météorologie, l'Agence nationale de l'aménagement du territoire, l'Agence municipale de développement, la Croix-Rouge sénégalaise, l'Université Gaston Berger, la Chambre de commerce, le Secrétariat permanent du Haut conseil national à la sécurité sanitaire mondiale et African Risk Lab.



Formation au PDNA à Dakar, au Sénégal, en mai 2021.
Source : CEDEAO.

La CEDEAO a également collaboré avec le PNUD et la Banque mondiale à l'élaboration et à la diffusion de lignes directrices pour la planification du relèvement. L'un des principaux accomplissements de cette collaboration a été **l'établissement d'un fichier d'experts pour les activités de relèvement post-catastrophe** qui est géré et tenu à jour par le Secrétariat de la CEDEAO. Ce fichier d'experts constitue un mécanisme de déploiement rapide de relèvement post-catastrophe, qui réunit des experts formés et pré-approuvés

dans les domaines du PDNA et du DRF, prêts à être déployés rapidement sur le terrain pour aider les États membres de la CEDEAO à faire face à des situations d'urgence. Un atelier a été organisé le 23 juin 2021 par la CEDEAO, le PNUD et la Banque mondiale, réunissant 18 participants, dont trois femmes, pour finaliser ce fichier d'experts et discuter de son passage à la phase opérationnelle.

Composante 4

Renforcement des capacités et de la coordination pour la GRC



Remise de matériel au directeur du Cabinet du Premier ministre du Niger en présence de la délégation de l'UE, août 2020
Source : CEDEAO

La CEDEAO a continué de soutenir les efforts visant à améliorer les capacités opérationnelles et techniques des organismes nationaux chargés de la gestion des catastrophes (*National Disaster Management Organisations* – NDMO) de ses États membres. En passant par l'intermédiaire de son antenne d'exécution par les destinataires, la **CEDEAO a procédé à la distribution de matériel technique et de bureau en août 2020** aux NDMO du **Bénin**, du **Burkina Faso**, du **Niger** et du **Togo**. Grâce à ce matériel neuf, ces NDMO pourront améliorer leurs pratiques de collecte et de gestion des données et renforcer leurs systèmes d'alerte précoce.

Pleins phares : Renforcer la résilience aux inondations dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest



La CEDEAO a fait des progrès considérables dans le domaine des services d'hydrométéorologie à travers l'Afrique de l'Ouest, grâce à l'appui du programme du Résultat 2. Ils se manifestent notamment par l'amélioration de la collecte et des échanges de données et l'application d'avancées technologiques dans la prévision et la modélisation des inondations pour des systèmes d'alerte précoce plus efficaces et plus opportuns. Ces travaux avaient déjà donné lieu à l'élaboration d'une stratégie officielle de gestion des inondations pour l'Afrique de l'Ouest, qui sert de document directeur informant les États membres sur les approches recommandées de réduction de l'impact des inondations.

Au cours de l'exercice 2021, l'accent a continué d'être mis sur le renforcement des capacités de gestion des inondations et sur la coordination des services hydrométéorologiques régionaux des États membres. Une **formation à distance sur la prévision des inondations et les évaluations des incidences** des inondations a été organisée du 14 au 17 septembre 2020 et a réuni 94 participants, dont 19 femmes. Cette formation était la troisième d'une série et a été organisée par le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres, en collaboration avec la CEDEAO et le Centre régional AGRHYMET.* Les modules suivis par les participants portaient sur les pratiques d'alerte précoce pour les inondations et la préparation et l'analyse de données géospatiales open source spécifiques à chaque pays, la technologie de l'information géospatiale pour l'analyse de l'impact des inondations et la modélisation hydrologique et hydraulique pour les flux de travail de prévision des inondations. Cette formation s'est inscrite dans le cadre d'une initiative visant à promouvoir une politique commune de gestion des inondations pour les États membres de la CEDEAO.

Suite au succès de sa première édition en 2018, la **deuxième édition du Forum Hydromet et de la plateforme sous-régionale de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO** s'est tenue à distance du 20 au 22 avril 2021. Cette deuxième édition a été co-organisée par la CEDEAO, le gouvernement de la **Gambie**, l'OMM et la Banque mondiale. Le Forum a réuni 502 participants représentant des gouvernements, des organisations régionales, le secteur privé, la société civile, le milieu universitaire, ainsi que des groupes de jeunes et de femmes, pour discuter de l'avenir de la modernisation des services d'hydrométéorologie et le planifier afin de renforcer la GRC en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Il a servi de tribune propice à l'échange de connaissances, d'informations et d'idées ainsi que pour faire le point sur les modernisations apportées dans le domaine de l'hydrométéorologie de la région. Le Forum a été l'occasion pour les partenaires de développement d'adapter leurs programmes et leurs investissements en fonction des besoins des secteurs et des groupes d'utilisateurs, ainsi que de discuter des initiatives et des programmes régionaux et nationaux qui permettront d'y pourvoir. Il a également permis la ratification de documents stratégiques essentiels, notamment la Stratégie de gestion des risques d'inondations de la CEDEAO, la Stratégie Genre de la CEDEAO et l'Initiative Hydromet de la CEDEAO. L'ordre du jour et les documents relatifs au deuxième Forum Hydromet de la CEDEAO sont disponibles (en français) à : <https://www.hydrometforum2021.org/page/1771351/ecowas>.

Ces consultations remplissent un rôle crucial de renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest, alors que la région est confrontée à un nombre croissant de

phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique. Malgré les difficultés logistiques que pose l'actuelle situation d'urgence sanitaire, la CEDEAO continue de fournir des plateformes essentielles pour l'échange d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques. La capacité de s'appuyer sur des ressources régionales pour concevoir une stratégie préventive de gestion des inondations est essentielle pour assurer la protection des vies et préserver les gains de développement accomplis, comme en témoigne le vif intérêt que plusieurs secteurs économiques ont manifesté pour les services d'hydrométéorologie.

*Créé en 1974, le centre régional AGRHYMET est une institution spécialisée du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel qui compte neuf États membres (le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Il s'agit d'un institut public inter-États doté d'un statut juridique et de l'autonomie financière. Il a un statut international et est basé à Niamey, au Niger. Ses principaux objectifs contribuent à assurer la sécurité alimentaire, à accroître la production agricole dans les États membres du CILSS et à améliorer la gestion des ressources naturelles dans la région du Sahel.



Marché principal : Cotonou, Bénin.
Source : iStock.com

Le programme au sein de l'IGAD



Asmara, Eritrea.
Source : iStock.com

L'IGAD rassemble huit États membres de l'Afrique de l'Est, couvrant au total une population d'environ 230 millions d'habitants, à savoir : Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Son mandat est de diriger le dialogue politique général sur la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et les affaires humanitaires dans ces pays.

Près de 70 % de la région de l'IGAD est constituée de zones arides et semi-arides, qui reçoivent moins de 600 mm de pluie par an, ce qui a pour effet de rendre l'agriculture (la principale activité économique) vulnérable aux impacts du changement climatique et de fragiliser la sécurité alimentaire. En 2011, la région a été frappée par la pire sécheresse depuis 60 ans, preuve des effets dévastateurs du changement climatique. En 2019-2020, la pire infestation de criquets pèlerins depuis des décennies a ravagé la région, détruisant la végétation et les cultures et menaçant la sécurité alimentaire dans une région où 24 millions de personnes se trouvent déjà en situation d'insécurité alimentaire.

L'unité de GRC de l'IGAD est installée dans les locaux du Centre de prévision et d'applications climatologiques de

l'IGAD (IGAD Climate Prediction and Applications Centre, ICPAC), à Nairobi au Kenya. En 2016, l'IGAD a présenté son nouveau Cadre stratégique régional et son Plan de mise en œuvre pour 2016-2020, qui inscrit la résilience au cœur de l'approche de GRC. Ce plan stipule que l'IGAD favorisera la collecte de données sur le climat et la mise à disposition d'informations d'alerte précoce, ainsi que l'intégration d'informations climatologiques dans des secteurs clés. Depuis 2020, l'IGAD intègre également les considérations de genre dans sa planification de la GRC et dans l'adoption de sa stratégie et de son plan d'action. Sous la direction du Secrétariat de l'IGAD, et en étroite collaboration avec la Banque mondiale, l'IGAD a entrepris la formulation d'une stratégie et d'un plan d'action axé sur le genre dans la gestion des risques de catastrophes et climatiques (2020-2030). Il s'est agi pour cela de procéder à l'examen détaillé des politiques, des plans et des lignes directrices en matière de genre qui existent au sein du Secrétariat de l'IGAD et de ses États membres. La Stratégie régionale et le Plan d'action de l'IGAD pour l'intégration du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique ont été validés le 14 mai 2020.

Trois composantes sont mises en œuvre au sein de l'IGAD au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

- 1 Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et des capacités de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels.
- 2 Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD.
- 3 Renforcement de l'unité GRC de l'IGAD.

La section suivante décrit en détail les activités réalisées par l'IGAD au titre de ces composantes.



Rue dans Kikuub, Ouganda.
Source : iStock.com

Activités au sein de l'IGAD, Exercice 2021

Composante 1

Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels

Les **Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique** (Greater Horn of Africa Climate Outlook Forums – GHACOF) organisés par l'ICPAC constituent une ressource indispensable pour tous les experts et professionnels régionaux en GRC qui dépendent de prévisions climatiques fiables, en particulier dans le secteur agricole. Les participants au GHACOF représentent différents secteurs concernés par la GRC, parmi eux des scientifiques, des responsables publics, des responsables gouvernementaux, des représentants parlementaires, des ONG, des responsables communautaires et des représentants de l'IGAD. Ces plateformes ont fourni des orientations stratégiques clés pour renforcer les capacités de l'Afrique de l'Est dans les domaines de la GRC et de l'ACC et ont continué de fournir des mises à jour sur la mise en œuvre des activités de GRC dans la région malgré les problèmes logistiques posés par la pandémie. Trois éditions du GHACOF ont eu lieu au cours de l'exercice 2021 :

- La 56^e édition du GHACOF s'est tenue virtuellement les 25 et 26 août 2020 pour présenter aux participants un aperçu des prévisions climatiques pour les mois d'octobre à décembre 2020. Le thème était « Les services climatiques dans le contexte du Covid-19 et de risques climatiques multiples ». Y ont assisté 300 participants, dont 75 femmes. Avant cette rencontre, le Comité consultatif technique sur la GRC de l'IGAD s'était réuni pour préparer des réunions ministérielles.
- La 57^e édition du GHACOF s'est déroulée virtuellement du 15 au 17 février 2021. Elle a présenté les perspectives climatiques pour la période de mars à mai 2021 et a rassemblé 185 participants, dont 46 femmes.
- La 58^e édition du GHACOF a eu lieu virtuellement du 25 au 27 mai 2021. Elle a comporté une présentation sur les prévisions climatiques saisonnières pour la période allant de juin à août 2021 et a réuni 250 participants, dont 62 femmes.



Lac asséché, Ethiopie.
Source : iStock.com

Composante 2

Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD

La mise en œuvre d'**activités d'agriculture intelligente face au climat** dans les États membres de l'IGAD s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021, dans le cadre de l'initiative « Agriculture intelligente face au climat ». Cette activité est décrite plus en détail à la section Pleins phares à la page 41.

En outre, l'IGAD a continué de fournir des orientations stratégiques pour renforcer les capacités de ses États membres et coordonner leurs efforts en vue de promouvoir un programme régional de GRC. Pour l'exercice 2021, l'accent a été mis sur l'amélioration de l'efficacité des interventions post-catastrophe, en réponse aux catastrophes qui se sont produites dans plusieurs endroits à travers l'Afrique de l'Est. Par exemple, suite aux invasions de criquets pèlerins sans précédent dans la région survenue au premier semestre de 2020, le Secrétariat de l'IGAD a contribué à l'élaboration et au lancement en août 2020 de la **Stratégie de réponse en matière de sécurité alimentaire et de nutrition**. Plusieurs autres activités spécifiques ont été entreprises pour renforcer les capacités de l'IGAD dans les domaines de la coordination des efforts de GRC et d'ACC dans la région :

- Le Secrétariat de l'IGAD a appuyé l'élaboration d'un **état des lieux** pour l'**Éthiopie**, le **Soudan** et le **Soudan du Sud** suite aux inondations dévastatrices qui ont touché ces

pays au début de septembre 2020. En outre, le Secrétariat a aidé le Soudan et le Soudan du Sud à préparer un appel à des efforts d'intervention suite à ces inondations catastrophiques. La situation a également incité l'IGAD à fournir un soutien supplémentaire en vue de planifier les profils de risque régionaux.

- Un **atelier de validation des politiques de GRC** s'est tenu les 21 et 22 décembre 2020 à Mogadiscio en **Somalie**, rassemblant 95 participants, dont 17 femmes. Il avait pour objectif d'examiner le projet final de la Stratégie de GRC de la Somalie élaborée par le gouvernement somalien par l'intermédiaire du Département de la gestion des catastrophes, qui relève du ministère des Affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, en collaboration avec l'IGAD. La Stratégie de GRC de la Somalie a été examinée et mise à jour afin de l'aligner sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, le Programme d'action de l'Union africaine pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique et la Stratégie régionale de l'IGAD pour la gestion des risques de catastrophes.

Composante 3

Renforcement de l'unité GRC de l'IGAD

L'unité GRC de l'IGAD DRM a organisé conjointement avec l'UNDRR le 10 septembre 2020 un **atelier régional virtuel** sur le Cadre de Sendai destiné à ses points focaux. Cet atelier, qui a réuni 12 participants, a également contribué au lancement du Rapport biennal pour la réduction des risques de catastrophe en Afrique.¹⁴

¹⁴ Le rapport est disponible (en français) à <https://bit.ly/2RHd8e2>.

Pleins phares : Lutter contre l'insécurité alimentaire par des politiques préventives en Afrique de l'Est



Fermier arrosant des laitues, Angola.
Source : iStock.com

Depuis plusieurs années, l'IGAD améliore ses capacités de coordination, de planification, de conseil en politique générale et de diffusion des connaissances, en proposant un programme régional de GRC et en aidant ses États membres à prendre des décisions éclairées pour renforcer la résilience au changement climatique et aux catastrophes. C'est grâce à cette démarche que l'organisation régionale a pu fournir davantage de ressources et d'assistance technique aux communautés à risque, en les aidant à adopter une approche plus proactive pour se préparer aux sécheresses, aux inondations, aux maladies et aux infestations de criquets.

L'**agriculture** est l'un des secteurs où ce partenariat a eu un impact retentissant. Les petites exploitations agricoles de la région subissent de plein fouet les coûts exorbitants des catastrophes, qui détruisent les cultures, le bétail, les bâtiments agricoles et les infrastructures dont elles dépendent pour leur survie. Alors qu'autrefois les agriculteurs parvenaient à prévoir les conditions climatiques selon les saisons ordinaires, le changement climatique se manifeste par d'importantes variations météorologiques qui empêchent les communautés agricoles de planifier à long terme et rendent leurs revenus vulnérables à ces fluctuations. C'est pour cette raison que l'IGAD, avec le soutien de l'Union européenne et de la Banque mondiale, a effectué des investissements considérables dans le renforcement des

capacités de prévisions et d'alerte précoce de la région. L'IGAD a pu recueillir et partager avec les communautés touchées des données météorologiques de haute qualité provenant du Centre de prévision et d'applications climatologiques de l'IGAD.

Grâce aux **investissements dans le renforcement des capacités en matière de prévention et d'alerte précoce**, les communautés dépendantes de l'agriculture disposent de moyens de subsistance plus stables. Le renforcement de la coopération intrarégionale préconisée par l'IGAD au moyen de formations et de conférences a très nettement amélioré les capacités d'échange de données critiques. Cette coopération s'est étendue aux ONG travaillant directement avec ces communautés, facilitant ainsi les efforts de renforcement de la résilience locale face aux risques. Par exemple, la Croix-Rouge du Kenya travaille aux côtés de l'IGAD pour guider les communautés locales sur la façon d'une part d'adopter une approche préventive et d'autre part de s'adapter aux impacts des catastrophes, de les atténuer et de les prévenir, comme par la construction de systèmes d'irrigation résilients capables de résister à des sécheresses.

Malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19, le partenariat entre l'IGAD, l'Union européenne et la Banque mondiale s'est poursuivi sans relâche pour renforcer

la gestion des risques sur le plan régional. Des signes prometteurs laissent présager que les réalisations techniques accomplies dans le cadre de ce partenariat seront pérennes, alors que la région continue de développer des connaissances institutionnelles qui peuvent être partagées et élargies.

Un documentaire réalisé par l'IGAD donne un aperçu de l'impact des catastrophes causées par les aléas naturels survenus dans la région de l'IGAD et présente les activités

et les réalisations du programme du Résultat 2. La version longue du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/3yFxR6Z> et en français à <https://bit.ly/2SvZrmF>. La version abrégée du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/2TozR3v> et en français à <https://bit.ly/3yFGL4o>.



Nairobi, Kenya.
Source : iStock.com

Le programme au sein de la SADC



Tananarive, Madagascar.
Source : iStock.com

La SADC rassemble 16 États membres de l'Afrique australe, d'une population totale de plus de 345 millions d'habitants, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, les Comores, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, les Seychelles, le Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'objectif de la SADC est de réduire la pauvreté et de favoriser le développement socio-économique, la paix et la sécurité au moyen d'actions de coopération et d'intégration régionale.

La SADC a beaucoup progressé dans la réalisation des objectifs de développement. Pour autant, il subsiste des différences d'un pays à l'autre et les progrès de développement sont menacés par les risques croissants de catastrophes naturelles. Outre l'augmentation constante de la fréquence, de l'ampleur et de l'impact des sécheresses et des inondations depuis 2000, le changement climatique pose des problèmes supplémentaires pour des États insulaires tels que les Seychelles. En 2019, les cyclones tropicaux Idai et Kenneth se sont successivement abattus sur plusieurs États membres de la SADC, dont le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, provoquant des inondations et des destructions généralisées tant en milieu urbain que dans les zones

rurales. Ces catastrophes ont rappelé toute l'importance de renforcer les efforts régionaux pour améliorer la coordination et le travail en réseau entre les institutions régionales et techniques d'Afrique australe.

Devenue opérationnelle en novembre 2009, l'unité de PRC de la SADC se charge de la coordination des programmes régionaux de préparation et d'intervention en matière d'aléas et de catastrophes transfrontaliers, en travaillant en étroite collaboration avec le Centre de services climatologiques de la SADC. L'unité d'exécution du projet de l'unité PRC de la SADC est composée comme suit : (i) un adjoint au secrétaire exécutif à la tête de l'unité, (ii) un responsable principal du programme, (iii) un agent de liaison et (iv) un expert en gestion financière.

La SADC a relevé les grands points d'achoppement pour la GRC dans la région, notamment le sous-financement et le manque de coordination des cadres institutionnels pour la PRC aux différents échelons de l'administration, l'absence d'évaluations et d'analyses des risques complètes et mises à jour de manière continue et la faiblesse des systèmes de gestion de l'information et des connaissances. En novembre

2016, les ministres de la SADC chargés de la GRC ont adopté la Stratégie régionale de préparation et d'intervention en cas de catastrophes, qui s'appuie sur le programme de GRC approuvé en 2008 par le sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC et en 2009 par le Conseil de la SADC.

Sous la direction du Secrétariat de la SADC, et en étroite collaboration avec la Banque mondiale, la SADC a entrepris

la formulation d'une stratégie et d'un plan d'action de prévention des risques de catastrophes sensible au genre (2020–2030). La Stratégie et le Plan d'action Genre (2020–30) de la SADC pour l'intégration de la dimension du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique ont été formulés et validés en février 2020.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la SADC au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

- 1 Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région.
- 2 Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la PRC.
- 3 Renforcement du programme régional de défense des politiques et de renforcement des capacités dans le domaine de la PRC.
- 4 Renforcement de l'intégration de la PRC dans les plans et les stratégies de développement.
- 5 Renforcement des capacités de mise en œuvre et de coordination au Secrétariat de la SADC.

La section suivante décrit en détail les activités réalisées par la SADC au titre de ces composantes.



Activités au sein de la SADC, Exercice 2021

Composante 1

Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région



Réunion à distance de validation avec la SADC et ses États membres.
Source: SADC.

La **préparation aux situations d'urgence** a été un thème central de l'exercice 2021 pour la SADC, dont les conseils ont guidé ses États membres à améliorer l'efficacité de leurs réponses aux catastrophes. Elle a organisé une série de formations et de réunions à distance sur ce thème pour l'ensemble de la région :

- Le 10 février 2021, le premier exercice à distance de simulation d'opérations d'urgence a été organisé et a rassemblé 71 participants, dont 22 femmes.
- Le 25 mars 2021, une réunion de validation a eu lieu à distance pour discuter des conclusions d'une série de

rapports sur les politiques de gestion des urgences dans la région, qui a réuni 45 participants, dont 16 femmes. Les rapports présentés étaient les suivants : i) *L'état des lieux régional des risques de catastrophes*, ii) *La Feuille de route pour le transit des ressources humanitaires*; iii) *les Procédures opérationnelles normalisées du Centre des opérations humanitaires et d'urgence de la SADC*, iv) *la Procédure opérationnelle normalisée de l'équipe d'intervention d'urgence de la SADC* et (v) *le Plan d'urgence de la force en attente de la SADC*.

Composante 2

Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la PRC

Le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec l'Union européenne, l'OMM et la Banque mondiale, a organisé le **premier Forum Hydromet de la SADC pour l'Afrique**

australe, les 22 et 23 juin 2021. Cette activité est décrite plus en détail à la section Pleins phares à la page 48.

Composante 3

Renforcement du programme régional de défense des politiques et de renforcement des capacités dans le domaine de la PRC

La SADC a continué d'organiser plusieurs événements clés pour fournir à ses États membres des activités régionales de plaidoyer et d'orientations stratégiques sur le renforcement des capacités en matière de PRC. Le 10^e anniversaire du **Forum Understanding Risk** s'est tenu à distance du 1^{er} au 3 décembre 2020. L'une des sessions communautaires organisées dans le cadre du Forum intitulée *Renforcer la résilience urbaine en Afrique australe* a rassemblé 40 experts régionaux et présenté les travaux d'analyse effectués par

le centre technique sous-régional DiMSUR (*Disaster Risk Management Sustainability and Urban Resilience* – Gestion des risques de catastrophes, de développement durable et de résilience urbaine),¹⁴ avec le soutien du programme du Résultat 2. L'objectif de cette session était de faciliter les activités de renforcement des capacités de résilience urbaine et de lutte contre les vulnérabilités urbaines pour les États membres de la SADC.



¹⁴ Pour plus d'informations sur DiMSUR, consulter le site (en anglais) <http://dmsur.org/>. DiMSUR a reçu le soutien du programme ACP-UE NDRR entre 2013 et 2015. Pour plus d'informations, voir <https://bit.ly/2VN20xt>.

Composante 4

Renforcement de l'intégration de la PRC dans les plans et les stratégies de développement

Le Forum Hydromet de la SADC s'est tenu à distance les 22 et 23 juin 2021, dans les locaux de la Banque mondiale en partenariat avec la SADC, l'UE et l'OMM. Le Forum a donné lieu à la présentation des grandes conclusions d'une analyse régionale sur l'état des **services météorologiques, climatiques, hydrologiques et d'alerte précoce en Afrique australe**, qui a été effectuée entre avril 2020 et juin 2021. Plusieurs réunions de consultation régionales ont eu lieu depuis janvier 2021 pour valider ces conclusions et un cadre d'investissement s'y rapportant. Ces ateliers ont recueilli les avis des représentants d'experts d'organismes nationaux

hydrologiques, météorologiques et de GRC de tous les États membres de la SADC sur ce qu'ils pensaient de l'état des services et les possibilités de renforcer la collaboration régionale sur les systèmes d'alerte précoce. En mettant l'accent sur l'engagement du secteur privé, l'analyse a présenté un modèle pour la collaboration en matière d'alerte précoce avec des experts d'eSwatini et des représentants d'entreprises du secteur privé, parmi eux des assurances, des opérateurs de téléphonie mobile et des services publics d'énergie.

Composante 5

Renforcement des capacités de mise en œuvre et de coordination au Secrétariat de la SADC

La SADC a organisé une **consultation virtuelle avec ses États membres** les 28 et 29 septembre 2020, réunissant 35 experts de pays de la SADC et d'autres organisations régionales. Cette consultation a été l'occasion de discuter des projets de rapports et des retours d'informations techniques et stratégiques sur les missions de consultants. Celles-ci étaient destinées à renforcer le système régional et national de la SADC de gestion de l'information sur la prévention des risques de catastrophes, à élaborer un programme régional de défense des politiques et de renforcement des capacités dans le domaine de la prévention des risques de catastrophes, à renforcer les mécanismes régionaux institutionnels et de coordination de préparation

et d'intervention en cas de catastrophes et à intégrer la prévention des risques de catastrophes dans les plans et les stratégies de développement. Ces missions ont servi de base analytique aux orientations générales et au renforcement des capacités de la SADC. Celles-ci ont consisté en des analyses et des recommandations de politique générale pour l'intégration de la PRC, ainsi que des modalités institutionnelles et organisationnelles pour le Centre des opérations humanitaires de la SADC. Des exercices virtuels de simulation ont également été effectués pour renforcer les capacités régionales de préparation aux catastrophes. Ces missions de consultants ont pris fin en décembre 2020.

Pleins phares : Premier Forum Hydromet pour l'Afrique australe



Le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec l'Union européenne, l'OMM et la Banque mondiale, a organisé le **premier Forum Hydromet de la SADC pour l'Afrique australe**, les 22 et 23 juin 2021. S'agissant du tout premier forum à être consacré aux questions d'hydrométéorologie dans cette région, cet événement a marqué une étape importante dans le développement des ressources et des capacités en hydrométéorologie dans la région. Le Forum s'est déroulé entièrement à distance et a réuni 340 participants.

Il a été l'occasion de discussions pour faire l'état des lieux des services d'hydrométéorologie et d'alerte précoce et d'envisager leur renforcement futur dans la région de la SADC ; les participants ont pu également échanger sur les approches régionales qu'ils adoptent en matière d'alerte précoce, de prévisions fondées sur les impacts, d'engagement du secteur privé et de partenariats avec les universités. Les intervenants comptaient parmi eux des représentants des services nationaux de météorologie, d'eau et d'alerte précoce de la région, d'organisations régionales et d'organisations de bassins hydrographiques ainsi que des partenaires de développement. De nombreux thèmes ont été abordés au cours de ce forum, parmi eux l'utilisation d'informations climatologiques pour des applications dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de l'assurance, l'engagement public-privé dans la modernisation des services d'hydrométéorologie, le renforcement des capacités

de prévisions hydrologiques et l'intégration d'initiatives dirigées par les femmes et les jeunes dans les systèmes d'alerte précoce.

Les participants au Forum ont identifié les investissements à privilégier avant tout pour assurer l'efficacité des services d'hydrométéorologie. Se projetant au-delà de la conception de nouvelles politiques générales, les participants au Forum ont appelé à l'accélération des investissements dans les infrastructures et les services spécialisés dans les services météorologiques, climatologiques, hydrologiques et d'alerte précoce. Les parties prenantes ont également appelé à une coopération accrue avec des experts et des organisations internationaux, à savoir dans le cadre du Sommet de la COP26 de la CCNUCC, du 31 octobre au 12 novembre 2021, en vue de créer de nouveaux flux de financement à consacrer à ces initiatives.

Les résultats du Forum ont servi de feuille de route aux discussions entre les ministres de la SADC responsables des services de météorologie lors d'une réunion qui s'est tenue en juillet 2021.

De plus amples renseignements sur les résultats du premier Forum Hydromet de la SADC, y compris l'ordre du jour et la Déclaration des résultats du Forum, sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3Afbx4c>.

Annexe: Communications et supports de visibilité



Programme du Résultat 2 – Rapport d'activité 2019–2020

Ce rapport résume les activités et les réalisations pour la période 2019–2020 au titre du Résultat 2 du Programme *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. L'édition de l'exercice 2020 a mis en lumière les efforts déployés par les communautés économiques régionales africaines pour s'adapter à la pandémie de COVID-19. Malgré les difficultés engendrées par la pandémie, les CER ont continué à fournir à leurs États membres respectifs une assistance technique essentielle pour améliorer leurs ressources humaines, institutionnelles et financières consacrées au renforcement de la résilience aux risques de catastrophes et au changement climatique. C'est au cours de l'exercice 2020 également que chaque REC a entériné un plan d'action visant à intégrer pleinement les considérations de genre dans leurs politiques de GRC, jetant ainsi les bases de cadres de résilience régionale à long terme pour la décennie 2020–2030.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/39RQsTI> et en français à <https://bit.ly/3zMfv3K>.



Vers la résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne : Renforcer les capacités régionales de coordination, de planification et de conseil en matière de gestion des risques de catastrophes

Ce rapport met en lumière les réalisations du programme du Résultat 2 *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*, mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale et de la GFDRR. Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/3bww5dY>, en français à <https://bit.ly/3GC2nm6> et en portugais à <https://bit.ly/3Eun4i6>.



Vidéo – Résultat 2 – Réalisations du Programme de gestion des risques de catastrophe des communautés économiques régionales de l'Afrique

Les activités menées dans le cadre de ce Programme ont permis de tirer parti de l'expertise régionale et de renforcer une approche de collaboration à l'égard de la GRC grâce à un meilleur partage des connaissances et à une défense des politiques plus efficace. Les CER ont pu élaborer des stratégies de résilience aux catastrophes à long terme pour traiter de domaines d'intervention spécifiques, comme les capacités hydrométéorologiques, les mécanismes d'alerte précoce en cas d'inondations et de sécheresse, et l'agriculture intelligente face au climat, afin de protéger les populations contre l'insécurité alimentaire induite par les catastrophes. Les CER ont également intégré dans les stratégies de GRC des considérations de genre en tant qu'aspect essentiel de l'établissement d'une résilience inclusive face aux aléas naturels.

Pour en savoir plus sur les réalisations et les enseignements tirés du Programme de gestion des risques de catastrophe des CER en Afrique, la vidéo suivante est disponible à <https://bit.ly/3ms7rQU>.

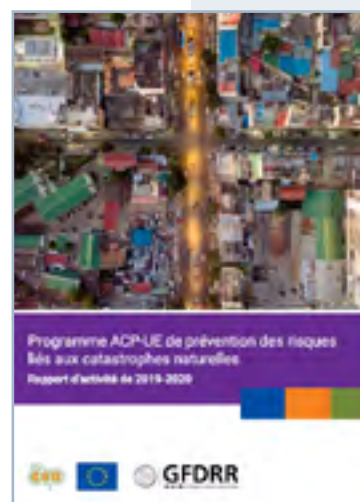


Rapport sur les connaissances et les capacités techniques et institutionnelles en matière de GRC en Afrique centrale – Août 2020

Ce rapport intitulé *Connaissances et capacités techniques et institutionnelles dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe en Afrique centrale* présente les résultats d'analyse d'une enquête de base pour le renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC. Cette activité contribue à renforcer les capacités des experts en GRC à mieux accompagner la mise en œuvre d'activités de PRC en Afrique centrale et à partager les connaissances et les bonnes pratiques en matière de gestion des risques de catastrophes.

Le rapport donne un aperçu des principaux risques de catastrophes au sein de la CEEAC, à savoir les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain, les éruptions volcaniques et les épidémies. Il décrit les forces et les faiblesses de la préparation et des interventions face à ces risques et cite les stratégies de réponse adoptées par les États membres de la CEEAC.

Le rapport est disponible en français à <https://bit.ly/2XDQ9Eu>.



Rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR 2019-2020

Le rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR présente les résultats obtenus en 2019-2020 en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique. Il a souligné la façon dont le programme s'est adapté à la pandémie de COVID-19, tout en répondant également à une forte demande d'améliorations à apporter aux infrastructures urbaines afin de renforcer la résilience climatique des villes, en aidant des centres métropolitains comme Accra, Antananarivo, Banjul, Kigali et Lilongwe à adopter des politiques de renforcement de la résilience urbaine. En 2019-2020, 17 nouveaux projets ont été financés, portant le portefeuille total du programme ACP-UE NDRR à 147 projets soutenant plus de 70 pays ACP.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2LhVPRz> et en français à <https://bit.ly/3icVk9h>.



Renforcement des services d'hydrométéorologie, de la gestion des inondations et de la sécheresse en Afrique centrale

La CEEAC travaille aux côtés de la Banque mondiale pour évaluer les services nationaux d'hydrométéorologie et les systèmes d'alerte précoce de ses États membres. Elle a produit des rapports de pays individuels analysant les services en Angola, au Burundi, en Guinée équatoriale et au Rwanda, ainsi qu'une évaluation globale des services nationaux d'hydrométéorologie dans les 11 États membres de la CEEAC. Ces rapports évaluent les ressources législatives, institutionnelles, techniques, financières et éducatives consacrées au soutien de services hydrologiques et météorologiques.

Le rapport de synthèse régional est disponible en français à <https://bit.ly/38FBbUx>, le rapport sur l'Angola est disponible en français à <https://bit.ly/3i7DzXg>, le rapport sur le Burundi est disponible en français à <https://bit.ly/35BCYrL>, le rapport sur la Guinée équatoriale est disponible en français à <https://bit.ly/3sm1hUx> et le rapport sur le Rwanda est disponible en français à <https://bit.ly/38GX5qo>.



Programme du Résultat 2 – Étude sur les activités de renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC

Il s'agit d'un rapport qui présente les résultats de l'analyse de l'enquête de base sur les activités de renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC. Le document est disponible en français à <https://bit.ly/3wa6Y9o>.



Programme du Résultat 2 – Analyse des principaux dangers en Afrique centrale

Ce document présente les principaux aléas présents dans la région de la CEEAC. Il est disponible en français à <https://bit.ly/3ixfA66>.



Atlas des risques de la CEEAC

Ce document répond à un besoin de compréhension, de spatialisation et de contextualisation des risques naturels dans la région de la CEEAC. Il introduit un éventail d'approches et de cartographies pour expliquer les risques perçus et vécus, leurs conséquences et leurs déterminants physiques, socio-culturels, historiques ou géographiques. Le document est disponible en français à <https://bit.ly/3j6GXo0>.



Résultat 2 – Améliorer la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques face aux catastrophes naturelles dans les États membres de la CEEAC

Ces documents regroupent un état des lieux et des recommandations concernant les systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques dans les États membres de la CEEAC.

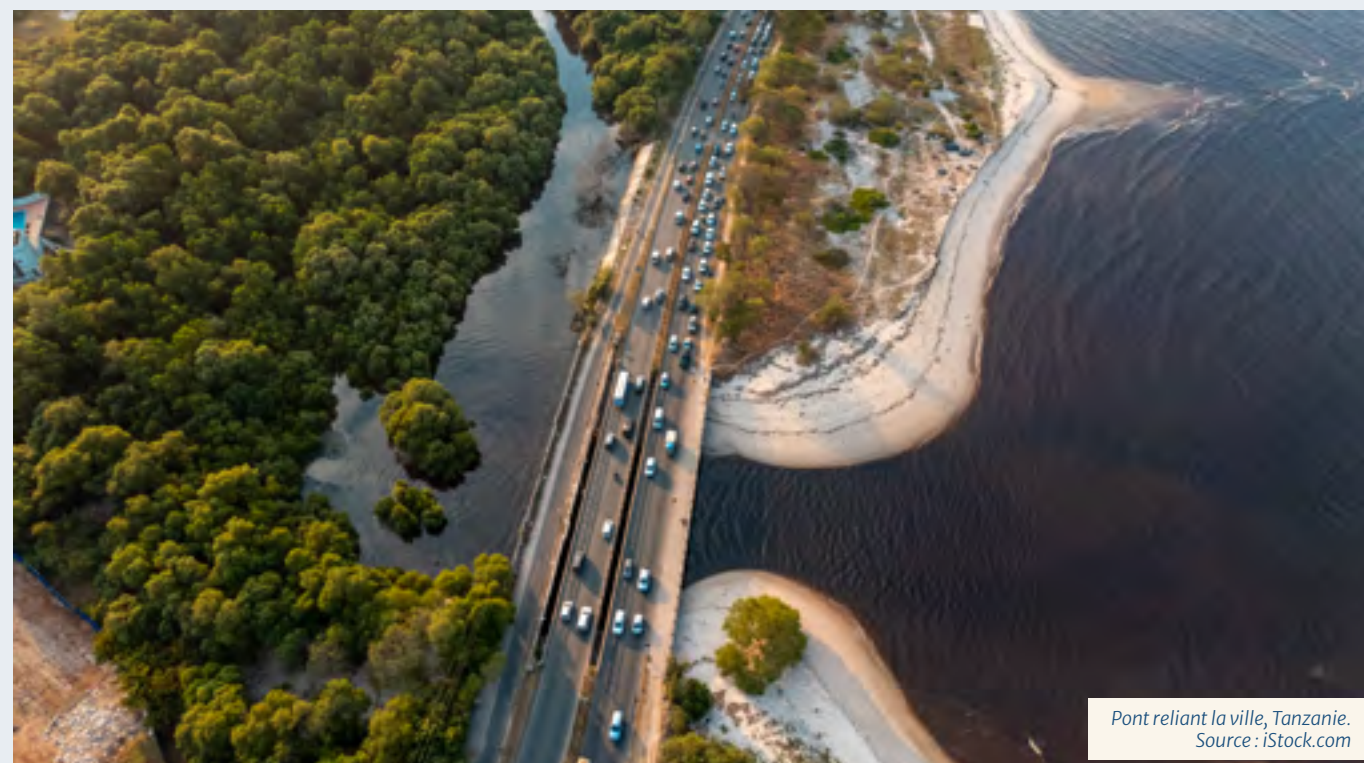
Le document principal présente les recommandations adressées à tous les acteurs de la gestion des catastrophes naturelles dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans les États membres de la CEEAC. Il comprend également un projet de plan d'action spécifiquement dédié à la CEEAC afin d'accompagner ses États membres dans leur objectif de gestion efficace des catastrophes naturelles dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique. Les recommandations et le plan d'action stratégique sont disponibles en français à <https://bit.ly/3le5DeZ>.

Les recommandations et le plan d'action sont formulés sur la base des résultats de trois études de cas. La première, qui est un diagnostic des catastrophes naturelles et de leurs impacts sur le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans les États membres de la CEEAC, est disponible en français à <https://bit.ly/3oxG8Hk>. La deuxième est un répertoire des mécanismes existants de résilience des populations rurales dont les moyens de subsistance sont affectés par les catastrophes naturelles et est disponible en français à <https://bit.ly/3DbE8J1>. La dernière est une analyse des besoins en services hydrométéorologiques du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique des États membres de la CEEAC. Il est disponible en français à <https://bit.ly/3Bg3B3n>.



Vidéo de l'IGAD sur la gestion des risques de catastrophes

Un documentaire réalisé par l'IGAD donne un aperçu de l'impact des catastrophes causées par des aléas naturels dans la région de l'IGAD et présente les activités et les réalisations du programme du Résultat 2 dans la région. La version longue du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/3yFxR6Z> et en français à <https://bit.ly/2SvZrmF>. La version abrégée du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/2TozR3v> et en français à <https://bit.ly/3yFGL4o>.



Pont reliant la ville, Tanzanie.
Source : iStock.com

Les partenaires du programme R2

ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE

Pour plus d'informations :
www.acp.int

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe des États ACP, a été créée par l'Accord de Georgetown en 1975. L'OEACP est composée de 79 États membres et de six régions, signataires de l'Accord de Cotonou, qui consolide juridiquement leur partenariat qui les lie à l'Union européenne.

Parmi les principaux objectifs de l'OEACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration progressive dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, l'OEACP a pris l'initiative de lancer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Elle y est parvenue en persuadant l'Union européenne d'élargir son champ d'action au-delà de l'assistance et des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes causés par des aléas naturels.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre l'OEACP et l'UE. Il réunit des entités de gestion des risques de catastrophes résilience au changement climatique issus des membres et des régions de l'OEACP, aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des membres de l'OEACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées d'adaptation au changement climatique, de renforcement de la résilience, de durabilité environnementale et de protection de l'environnement, et de gestion des risques de catastrophes.

UNION EUROPÉENNE

Pour plus d'informations :
www.europa.eu

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR à hauteur de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Au titre de l'une des principales priorités du pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*), c'est-à-dire la feuille de route destinée à transformer l'UE en une société à faible émission de carbone et résiliente au climat, la Commission européenne a adopté en février 2021 sa nouvelle et plus ambitieuse stratégie européenne d'adaptation au changement climatique. Renforçant l'appel à accentuer les efforts en matière de protection contre les effets du changement climatique, de renforcement de la résilience, de prévention et de préparation, la stratégie appelle à des actions en Europe mais aussi au-delà des frontières de l'UE. Elle réaffirme que les enjeux mondiaux, comme la résilience climatique, nécessitent une réponse mondiale.

Par sa coopération avec l'OEACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité des régions, des pays et des communautés et de renforcer leur résilience.

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

Pour plus d'informations :
www.gfdr.org

La Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de dons, d'assistance technique, de formations et d'activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques.



Abeokuta, Nigeria.
Source : iStock.com

Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne **Résultat 2**

Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR)
Banque mondiale – Bureau de Bruxelles
17 avenue Marnix – B-1000 Bruxelles, Belgique
Pour plus d'informations : www.gfdr.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA

